

SUITE AUX ASSURANCES DE MOUSSA BENHAMADI

Les postiers mettent fin à leur grève

Les postiers en grève ont maintenu hier la pression en restant mobilisés en grand nombre devant la Grande-Poste. Après dix jours de grève, ils ont toutefois décidé de mettre fin à leur mouvement de protestation. Moussa Benhamadi, premier responsable du secteur, a assuré, hier, aux représentants des travailleurs que les engagements de la tutelle seront respectés.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Faisant face à un impressionnant dispositif de sécurité, les postiers en grève se sont, encore une fois, rassemblés devant la Grande-Poste et crié des slogans hostiles à leur direction, tout au long de la journée d'hier. Aux alentours, les policiers ont, tant bien que mal, tenté de réguler la circulation. En milieu de matinée, une foule impressionnante avait pris d'assaut les alentours de la Grande-Poste. Car en plus des grévistes, deux longues files d'attente se sont formées devant l'agence, où est assuré un service minimum, et le distributeur de billets. Ceci alors que les portes de la Grande-Poste étaient toujours fermées aux éventuels clients. Assis sur les marches, des postiers renseignaient les personnes voulant pénétrer à l'intérieur de l'agence.

Les grévistes continuaient, eux, de brandir leurs banderoles. Les passants s'arrêtaient pour leur part

quelques minutes, histoire d'observer les événements qui se déroulaient sous leurs yeux. La file d'attente devant l'agence est composée d'une centaine de personnes et avance à peine. Toutes les dix minutes, un policier chargé d'organiser l'entrée des clients à l'agence autorise près d'une dizaine de personnes à y accéder. Ces dernières s'empressent d'obtenir de peur de perdre leur place ou d'être devancées par d'autres. A l'intérieur de l'agence, les quelques guichets ouverts sont pris d'assaut et les agents tentent tant bien que mal de répondre à l'importante demande. Une longue file s'est également formée devant le distributeur automatique de billets. Prenant leur mal en patience, les clients d'Algérie Poste se sont résignés à attendre plusieurs heures. Les postiers commentent pour leur part l'événement des derniers jours et crient leurs slogans de façon sporadique. Puis la nouvelle fait le



Photo : Samir Sid

Une foule impressionnante a pris d'assaut les alentours de la Grande-Poste.

tour de la place de la Grande-Poste : le ministre arrive pour s'adresser aux syndicalistes. Il leur est demandé ainsi de se rassembler à l'intérieur de la Grande-Poste et d'attendre. Ce qu'ils font instantanément. Toutefois, après près d'une demi-heure d'attente, ils décident d'occuper de nouveau la rue. «Ils nous ont obligés à rentrer dans la Grande-Poste, histoire de fluidifier la circulation. Ils se sont moqués de

nous, le ministre ne viendra pas», commente un postier qui suit la foule dépitée qui quitte la vieille bâtisse. Mais Moussa Benhamadi était bel et bien sur les lieux en début d'après-midi pour réitérer les engagements de son secteur à satisfaire les revendications des travailleurs.

Le ministre discutera avec les représentants des travailleurs et non pas avec les syndicalistes contestés

par les postiers. Après avoir assuré que les revendications des travailleurs seront satisfaites, Moussa Benhamadi dira, cependant, que des commissions seront installées en vue d'étudier la question des rappels depuis 2008. Il a aussi assuré aux grévistes qu'il n'était pas dans ses prérogatives de mettre fin aux fonctions du directeur général d'Algérie Poste, une des principales revendications des postiers. Un accord ayant été trouvé, les grévistes se sont dispersés dans le calme en milieu d'après-midi.

Moussa Benhamadi avait assuré qu'il veillera à la stricte application par Algérie Poste du contenu de l'accord, conclu avec le partenaire social dans un délai ne dépassant pas le 20 février. Il avait aussi entériné les résolutions du conseil d'administration qui s'est tenu le 7 janvier concernant notamment les points relatifs à l'attribution de la prime annuelle des travailleurs pour l'année 2011 et la prise en charge du contenu de l'accord qui a été signé entre Algérie Poste et les représentants des travailleurs. Ce dernier porte principalement sur la promotion horizontale et verticale des travailleurs et l'enrichissement de la nouvelle nomenclature des postes de travail.

F.-Z. B.

TAYEB LOUH À ORAN

Généralisation de la carte Chifa et compte de la Cnas

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, a effectué, hier à Oran, une visite pour présider un regroupement régional des cadres et directeurs de la Cnas de 15 wilayas de l'Ouest. La rencontre, qui s'est tenue au Sheraton hôtel, a entamé ses travaux avec plus d'une heure de retard mais qui ne sera pas suivie de débat. En effet, il semble que le ministre avait pour objectif d'annoncer une fois encore la généralisation de la carte Chifa qui sera ainsi effective à partir du 3 février de cette année, venant clôturer la longue période de mise en place de ce dispositif. Le système de la carte Chifa, qui a atteint le nombre de 8 millions de cartes distribuées, fait partie des réformes de la Sécurité sociale, avec la modernisation et l'informatisation des fichiers et des services de la Cnas soulignera longuement le ministre lors de son intervention. Ce dernier dira que pour la seule année 2012, ce sont 120, 75 milliards de dinars qui ont été dépensés par la Cnas au titre des remboursements, mais qui n'ont pas affecté l'équilibre des comptes de la caisse. Une affirmation qui a été faite par le ministre Louh lors de son intervention auprès de la presse. Néanmoins, dans l'avenir la Cnas ne pourra se satisfaire des seules cotisations pour assurer ses recettes, et de souhaiter une avancée de la réforme fiscale pour permettre à la caisse de multiplier ses recettes par le biais des taxes qui lui seront reversées. Appelant les fonctionnaires de la Cnas à assurer correctement leur travail pour rétablir la confiance avec les assurés sociaux, le ministre fustigera la bureaucratie, rappelant que la modernisation et l'informatisation ont permis de réduire les démarches des assurés, comme la mise en commun des fichiers informatiques de la Cnas, de la Casnos et la Cnac. Toujours par rapport au bilan de la Cnas Tayeb Louh dira, encore, que ce sont pour l'année 2012, quelque 48 millions d'ordonnances qui ont été traitées et que le nombre de bénéficiaires de la carte Chifa avait atteint les 27 millions d'assurés plus ayants droit. Sur le plan de la réglementation et de l'agrément des nouveaux organismes syndicaux, le ministre dira que tous les dossiers déposés au niveau de ses services ont obtenu des agréments rappelant le chiffre de 52 syndicats activant à l'échelle nationale. Dans l'après-midi, le ministre Tayeb Louh devait se rendre à une cérémonie organisée par une association de journalistes voulant honorer ce dernier et deux de ses collègues, tous ministres FLN et opposants de Belkhadem.

Fayçal M.

MÉTIER DU BÂTIMENT

Vers l'insertion de milliers de jeunes

Des milliers de jeunes en déperdition sociale devraient être insérés dans les métiers du bâtiment dans le cadre des programmes de réalisation, notamment publics.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le président de la Fédération des artisans de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Yaïci Réda, qui a animé, hier, une conférence de presse, un promoteur est disposé à recruter 500 jeunes à des postes de plâtrier, vitrier, électricien et autres métiers liés au bâtiment et à la construction. La possibilité d'insérer des jeunes dans les programmes de réalisation de logements lancés dans la wilaya d'Alger est également à l'ordre du jour, laisse-t-il entendre.

Une dynamique d'insertion professionnelle des jeunes désqualifiés, en déperdition scolaire et sociale et notamment ceux délaissés par la formation et l'enseignement professionnels car âgés de moins de 16 ans dans laquelle cette fédération entend s'impliquer résolument. En ce sens, Réda Yaïci a indiqué qu'une convention devrait être signée entre cette fédération UGCAA et le ministère en charge de la formation professionnelle.

De même, la Fédération des artisans compte signer prochainement une convention avec l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem). Finalité : permettre à des jeunes et des femmes au foyer de bénéficier de microcrédits pour l'acquisition de matières premières et la création de petites entreprises d'artisanat. Voire la Fédération UGCAA s'investit dans un programme de formation artisanale des vendeurs ambulants et autres informels, des jeunes sans emploi, avec ou sans diplôme et même âgés de moins de 16 ans ou ayant purgé des peines de prison. Lancée dès cette semaine, dans la commune d'Alger-Centre puis dans les autres communes de la wilaya d'Alger et ensuite à travers le territoire national, cette formation permettra aux apprenants d'apprendre le métier directement auprès des maîtres-artisans ou dans les chantiers, de s'initier aux 372 métiers pratiqués actuellement. A ce propos, l'on précise que la sélection des volontaires se fera par le biais des comités

tés de quartiers dans le cadre d'une démarche de sensibilisation et d'information qui se poursuivra tout au long du premier semestre 2013.

Outre une assurance sociale, un pré-salaire et un suivi régulier, ces jeunes apprenants verront leurs stages de formation sanctionnés par un diplôme reconnu par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a indiqué Réda Yaïci.

En outre, ils pourraient bénéficier des dispositifs d'insertion professionnelle, d'emploi aidé et de création d'entreprises. En fait, cette formation vise à combler le déficit

patent en métiers de l'artisanat, notamment la plomberie, la peinture bâtiment et la dinanderie, d'autant que plusieurs petits métiers sont en voie d'«extinction», assure-t-on. Ainsi, la wilaya d'Alger, qui compte 13 000 artisans, ne dispose actuellement que de trois dinandiers. Voire, la boulangerie est également un métier menacé, notamment dans les grandes villes et lors des périodes de fêtes religieuses et autres, et marginalisée par la formation et l'enseignement professionnels.

C. B.

COIFFURE POUR HOMMES

La formation reste insuffisante

La coiffure pour hommes reste insuffisante en nombre, marginalisée par les centres de formation publics et privés. Les centres de formation et d'enseignement professionnels publics forment un nombre limité de coiffeurs pour hommes, selon le président de la Fédération nationale de la coiffure et de l'esthétique, affiliée à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), A. Kharbache. Quant aux centres et écoles privés, la formation pratiquée porte essentiellement sur la coiffure et l'esthétique pour les femmes. Cela même si des hommes bénéficient de cette formation. Ainsi, la wilaya d'Alger compte 1 030 coiffeurs pour hommes contre 5 400 coiffeuses et esthéticiennes, relève M. Kharbache. C'est également le cas au niveau national puisque la corporation compte 32 600 coiffeuses et esthéticiennes contre 13 000 coiffeurs.

C. B.

LASKRI À PROPOS DU PROJET DE LOI RELATIVE

AUX HYDROCARBURES :

«Le FFS est profondément préoccupé par le devenir du secteur»

Le FFS, qui a décidé de ne pas prendre part aux débats portant amendements de la loi 05-07 relative aux hydrocarbures, se dit «profondément préoccupé» par le devenir du secteur. Selon le premier secrétaire du parti, Ali Laskri, qui a animé hier un meeting à Constantine, le projet de loi proposé par le gouvernement est contre-bénéfique pour l'Algérie, notamment son indépendance nationale.

Le Front des forces socialistes est inquiet quant aux nouveaux amendements apportés à la loi relative aux hydrocarbures et s'inscrit en faux par rapport à la démarche du gouvernement. Selon le FFS, il existe bel et bien une menace sur ce secteur, visé par les intérêts occidentaux.

Dans un communiqué signé par le groupe parlementaire du parti, lu par le député de Constantine, Wadjedan Hamrouche, le FFS a estimé que les lois successives promulguées depuis la nationalisation des hydrocarbures en février 1971 ont toujours été favorables aux multinationales. «Les lois successives promulguées (...) tendent à introduire les multinationales dans un secteur de souveraineté non pas comme sous-traitantes mais plutôt en tant que copropriétaires», a déclaré le député du FFS de Constantine. La gestion «floue et ambiguë» du secteur, qui représente 97% des recettes en devise, de l'Algérie, n'est pas en reste. Selon Hamrouche, «la gestion des recettes d'exportation des hydrocarbures manque de transparence». Il en est de même, ajoute-t-il, pour ce qui est du «fonds de stabilisation des prix». Dans le

même ordre d'idées, Ali Laskri, qui a estimé que la souveraineté nationale est menacée, a appelé toutes les forces vives à s'investir davantage dans le débat. Sur un autre chapitre, Ali Laskri a estimé que les médias, notamment la presse écrite, se sont détournés des questions essentielles et se laissent emporter par le faux débat des crises qui secouent les partis politiques. Entendre la démission du patron du RND et la fronde menée contre le SG du FLN. S'agissant de la situation au nord du Mali, le premier secrétaire du FFS a estimé que l'Algérie ne joue pas le rôle qui est le sien en tant que leader dans la région. Il convient de noter que le meeting d'hier fait office de prélude à la convention nationale que compte organiser le parti au profit de ses élus. Elle aura pour objectif, la formation de ces derniers.

Farid Benzaid